

nière de l'Etat. Il faut qu'elle se résigne à voir arriver le blé américain, la laine australienne, la viande de l'Argentine, le vin d'Algérie, à des prix plus avantageux pour l'acheteur que ceux qu'elle demande. De plus, cette agriculture, qui en est encore au stade individualiste de la production, doit recourir, pour écouler ses produits, qu'elle ne sait généralement pas mettre elle-même à la disposition des consommateurs des villes, à un commerce organisé, où pullulent les intermédiaires et où fleurit la spéculation tout à fait normale en période capitaliste. Cette nécessité de passer par le courtage, de subir les prix fixés par ses agents à l'échelle internationale, se montre fort onéreuse pour l'agriculture. La grande industrie, au contraire, exerce sur le trafic de ses produits une plus complète maîtrise. Si elle entre dans la dépendance de la finance, il semble par contre qu'elle sait mieux s'affranchir que l'agriculture de la tutelle du commerce.

Du reste, la grande industrie est organisée sur le plan des cartels et des trusts. Sa technique présente un peu partout quelque chose d'uniforme et son personnel capitaliste de direction est de composition sociale bien plus homogène que les couches agricoles si divisées entre elles et qui n'arrivent que difficilement à se grouper pour la défense de leurs intérêts commerciaux communs. Les grands propriétaires terriens n'ont pas manqué ces temps-ci de déplorer cette dispersion sociale des hommes de la terre, si faible disent-ils devant les formations syndicales massives du patronat industriel. Comment pourraient-ils compter sur cette union qu'ils espèrent, tant qu'il existera un prolétariat agricole conscient d'être exploité, en même temps qu'un semi-prolétariat de petits propriétaires méfiants qui ne se laissent pas facilement embrigader ?

Nous sommes en un mot devant une nouvelle édition particulière du problème des ciseaux : les paysans français se plaignent qu'il existe à leur détriment un écart entre le prix d'achat des produits industriels : machines agricoles, engrais chimiques, et le prix de vente des denrées de la terre. Il est permis d'affirmer que c'est là un phénomène d'une ampleur mondiale.

**

Diverses solutions sont proposées un peu partout pour réduire l'écart des ciseaux. Pour la France, il s'agit à peu près uniquement d'une solution commerciale et l'on

court sans cesse après ce double secret : comment produire à meilleur compte, comment vendre plus cher.

Les riches agrariens ont été longtemps timorés, parce que l'agriculture est techniquement, en dépit des progrès réalisés, sous le règne de l'empirisme. Ce n'est pas eux qui pousseront au remembrement des petites propriétés, du moment qu'ils sont au large sur leurs propres terres. Ils y verraient surtout un moyen de consolider la situation des petits paysans, d'en faire un rempart de conservatisme social. De même, quand ils se lamentent sur l'exode rural, c'est qu'ils ont peur d'une raréfaction des ouvriers agricoles, fermiers et métayers, c'est-à-dire d'une hausse des salaires, de concessions à faire à leurs exploités.

Cette question du dépeuplement des campagnes mériterait de notre part un examen approfondi que nous ne pouvons entreprendre dans cette courte étude. Disons seulement que l'émigration du paysan vers la ville est un signe objectif de ce malaise agricole que nous signalons et qui est pour le moins aussi ancien que la grande industrie elle-même. En tant qu'elle renforce en nombre le prolétariat industriel, c'est un facteur révolutionnaire important. C'est pourquoi elle inspire tant de lamentations et tant de remèdes fantaisistes.

Sans nous étendre sur les progrès réalisés dans la production agricole par l'extension du machinisme, l'usage des engrais chimiques, nous signalerons quelques tentatives récentes pour mieux l'organiser. C'est par exemple un projet mondial de statistique agricole pour 1930, une enquête menée en France pour réduire en nombre les variétés de blé cultivées, de manière à ne garder que les mieux adaptées et les plus lucratives, en un mot un effort de standardisation dans la culture des céréales qui s'inspire de la Conférence internationale du blé tenue à Rome en 1927. Ce sont de divers côtés des Congrès, des Expositions pour étudier la chimie et la bactériologie du sol, les maladies des plantes et du bétail, un Congrès pour l'utilisation rationnelle du cheval, une tentative pour « normaliser » les moteurs agricoles et abaisser ainsi le prix des pièces de rechange.

L'on remarquera que toutes ces nouveautés sont encore du domaine de la théorie, de l'étude préparatoire. La publication d'une revue spéciale du contrôle laitier et beurrier, qui se fait pour l'amélioration des vaches bovines, correspond à un effort de rationalisation déjà assez poussé dans l'Est et le

Bassin parisien. Ces problèmes sont du reste étudiés dans la plupart des pays et la France est loin d'être le plus hardi dans la voie novatrice. Mais il ne suffira pas de parler de rationalisation agricole pour refouler l'empirisme approximatif dans le travail des champs qui a encore devant lui de beaux jours... irrationnels.

Quant à l'un des derniers progrès, l'électrification en cours des campagnes, elle rend moins pénible le travail des champs et augmente le confort rural, mais elle influe très peu sur la production agricole.

**

Puisqu'il n'est pas facile de récolter davantage, l'on s'est donc efforcé de vendre plus cher. Il est en tout agriculteur un vendeur, un commerçant et nous ne serons pas étonnés de voir les embarras présents de l'agriculture se traduire surtout par des préoccupations commerciales.

Les riches adhérents de la *Société d'Agriculture de France* et les agronomes amateurs qui font sonner bien haut le nom de paysan, s'éprennent d'un vif enthousiasme pour la coopération. Pour vendre plus cher, il faut, disent-ils, supprimer les intermédiaires, ajouter aux syndicats nombreux d'achat en commun des coopératives de vente qui supprimeraient le courtage en vendant directement aux coopératives de consommation des villes. Et voilà nos gros terriens qui s'aperçoivent soudain qu'il existe une solidarité de fait entre l'agriculture et la classe ouvrière, que plus la capacité d'achat des travailleurs urbains sera grande, mieux les denrées agricoles se vendront. Là aussi, nous sommes dans le domaine des velléités, des tentatives partielles. En fait, le capitalisme met de plus en plus le grappin sur le commerce agricole. C'est ainsi que les marchands d'engrais se paient largement la tête des paysans et de l'Etat, comme vient de le montrer l'affaire de l'Office de l'azote.

Impuissants par eux-mêmes, les agrariens cherchent un appui au-dessus d'eux, celui du gouvernement. Ils viennent d'obtenir, comme on l'a dit, un relèvement des droits de douane sur les céréales et le bétail, ainsi que la suppression des prohibitions de sortie sur ces marchandises. Dans les innombrables ordres du jour des associations agricoles qui ont, dès le début de 1927, fait pression sur l'Etat pour obtenir cette satisfaction douanière, on a pu lire ce désir d'une protection gouvernementale contre la

concurrence industrielle et celle de l'étranger. La revalorisation, disaient ces groupements, s'est faite sur le dos de l'agriculture. Puisque, divisée, elle ne sait ou ne peut se défendre, il faut qu'elle ait recours à la politique.

C'est pourquoi l'on voit surgir tant de ligues agricoles d'essence et de direction bourgeoises qui prétendent représenter les intérêts généraux de la terre et font appel aux petits et moyens paysans pour constituer une masse électorale imposante et obtenir, en cas de besoin, des avantages de l'Etat : diminution des impôts et secours douaniers opportuns. Ces Messieurs se défendent naturellement de faire de la politique : effectivement, ils ont besoin de taire leurs affinités royalistes ou simplement conservatrices pour rallier à eux la masse paysanne qui croit encore aux multiples étiquettes démocratiques. Leur idée serait de créer un grand parti amorphe et composite n'ayant d'autre but que de faire pression sur l'Etat pour qu'il défende l'agriculture.

Trop grande ambition en France, pays de petite propriété dominante, particulariste et politicien dans l'âme et le langage, mais tentative sérieuse pour couper en deux le prolétariat des villes et les petits paysans. L'on peut se demander si le gouvernement de l'Union Nationale saura, s'il reste au pouvoir, concilier les intérêts du grand capitalisme industriel et ceux de son frère pauvre le parti agraire mêlé. Il y a des chances pour que le grand capitalisme l'emporte, mais du moins les associations agricoles qui vont entrer, elles aussi, dans la lutte électorale, seront un gros appoint pour cette Union nationale qui a su servir leurs intérêts particuliers.

Quant à la classe ouvrière, elle n'a rien à y gagner, car jusqu'à nouvel ordre toute rationalisation agricole comprise aussi étroitement ne peut que maintenir la cherté de la vie. Et quant aux petits paysans, mal outillés encore pour améliorer leur production de manière sensible, toujours victimes des intermédiaires, ils devront succomber tôt ou tard. Les déclamations sentimentales en faveur de cette petite propriété encore solide certes, mais qui se désagrègera dans les difficultés agricoles futures ne sauraient éviter une évolution dont nous ne devons pas oublier qu'elle est dans l'ordre capitaliste et qu'elle facilitera un jour la socialisation de la terre et du travail agricole, la seule rationalisation que nous puissions souhaiter sans arrière-pensée.

ANTOINE RICHARD.